Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Communauté de communes
ISLE DOUBLE LANDAIS

PREAMBULE

Depuis la loi “Administration Territoriale de la République” (ATR) du 6 février 1992, la tenue d’un débat d’orientations budgétaires s’impose dans les collectivités dans un délai de deux mois précédant l’examen du budget primitif. L’article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L2312-1 et L 2313-1 du CGCT dans le but d’améliorer la transparence au sein de l’assemblée délibérante, l’information des administrés et la responsabilité financière des collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants.

Le DOB s’effectue sur la base d’un rapport élaboré par le Président sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), précisant les hypothèses d’évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l’EPCI dont elle est membre
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l’exercice
- La structure des effectifs
- Les dépenses de personnel, comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les NBI, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature
- La durée effective du travail
- L’évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel pour l’exercice (gestion prévisionnelle des emplois et des ressources)

Il fait l’objet d’une délibération mais n’a pas de caractère décisionnel.

Ce rapport, support d’introduction au débat d’orientations du budget 2026 présentera :

- Une rétrospective budgétaire 2020-2025
- Les perspectives pour l’année 2026

1 Le projet de loi de finances 2026

- Contexte général de la loi de Finances
- Loi de finances 2026 : Dotations et Péréquation
- Loi de finances 2026 : Fiscalité

2 La CC IDL

- Rappel historique
- Organisation administrative
- Compétences

3 Budget principal : section de fonctionnement

- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de fonctionnement
- Résultat de clôture
- Projection financière Fiscalité et Dotations
- Charges de personnel : état des lieux et orientations budgétaires

4 Budget principal : section d'investissement

- Recettes d'investissement
- Dépenses d'investissement
- Structure et gestion de la dette
- Restes à réaliser 2025
- Orientations budgétaires 2026

5 Budgets annexes

- Clôture 2025
- Dette
- Orientations budgétaires 2026

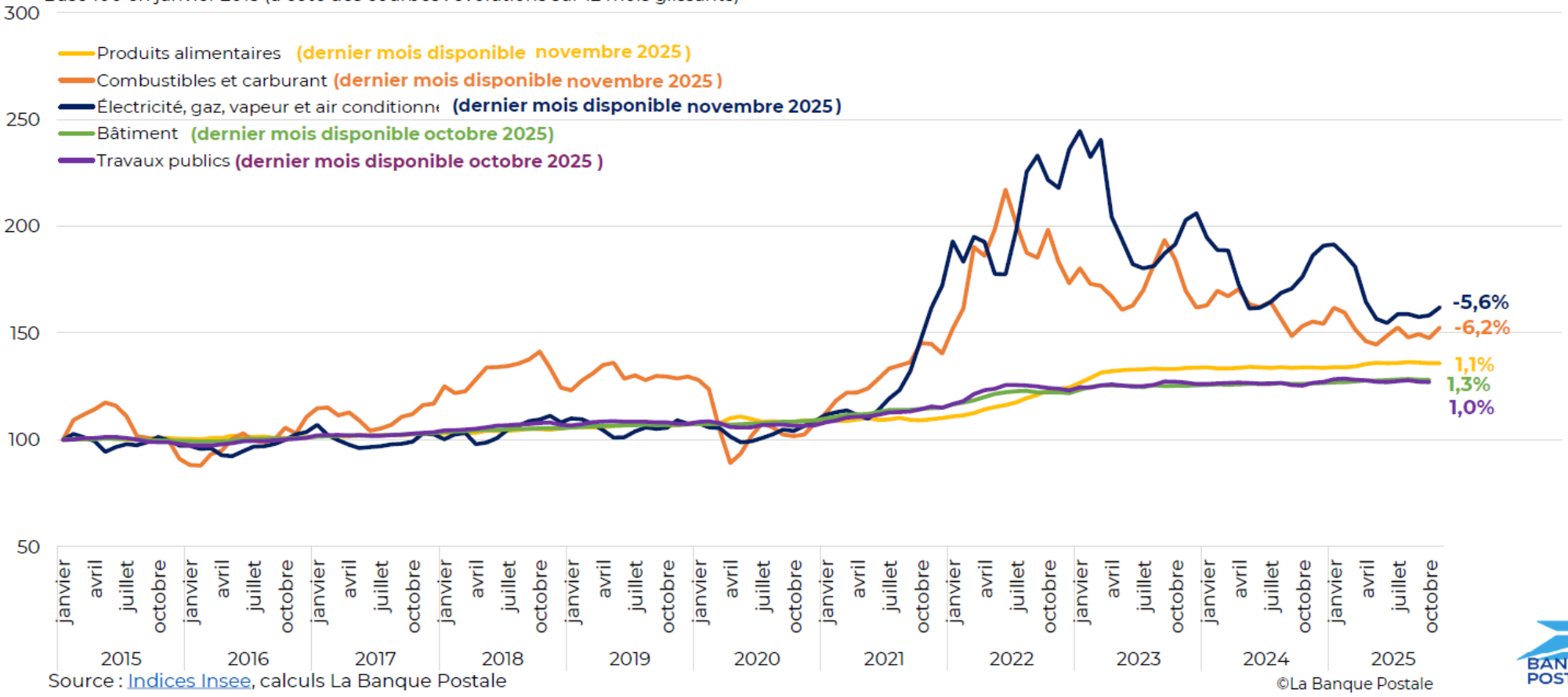
La loi de finances 2026

- Contexte général de la loi de finances
- Loi de finances 2026 : Dotations et Péréquation
- Loi de finances 2026 : Fiscalité

Contexte général de la loi de finances 2026

Indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015 (à côté des courbes : évolutions sur 12 mois glissants)



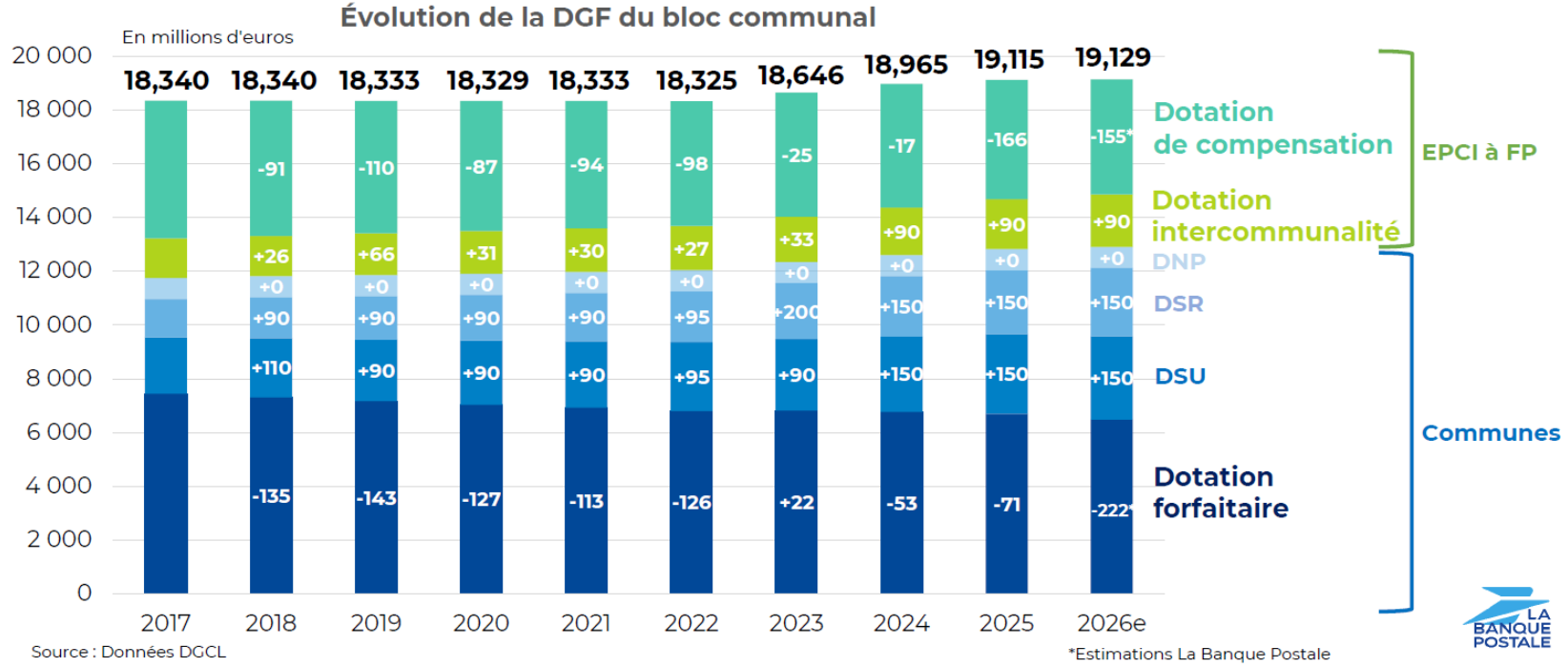
Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

©La Banque Postale

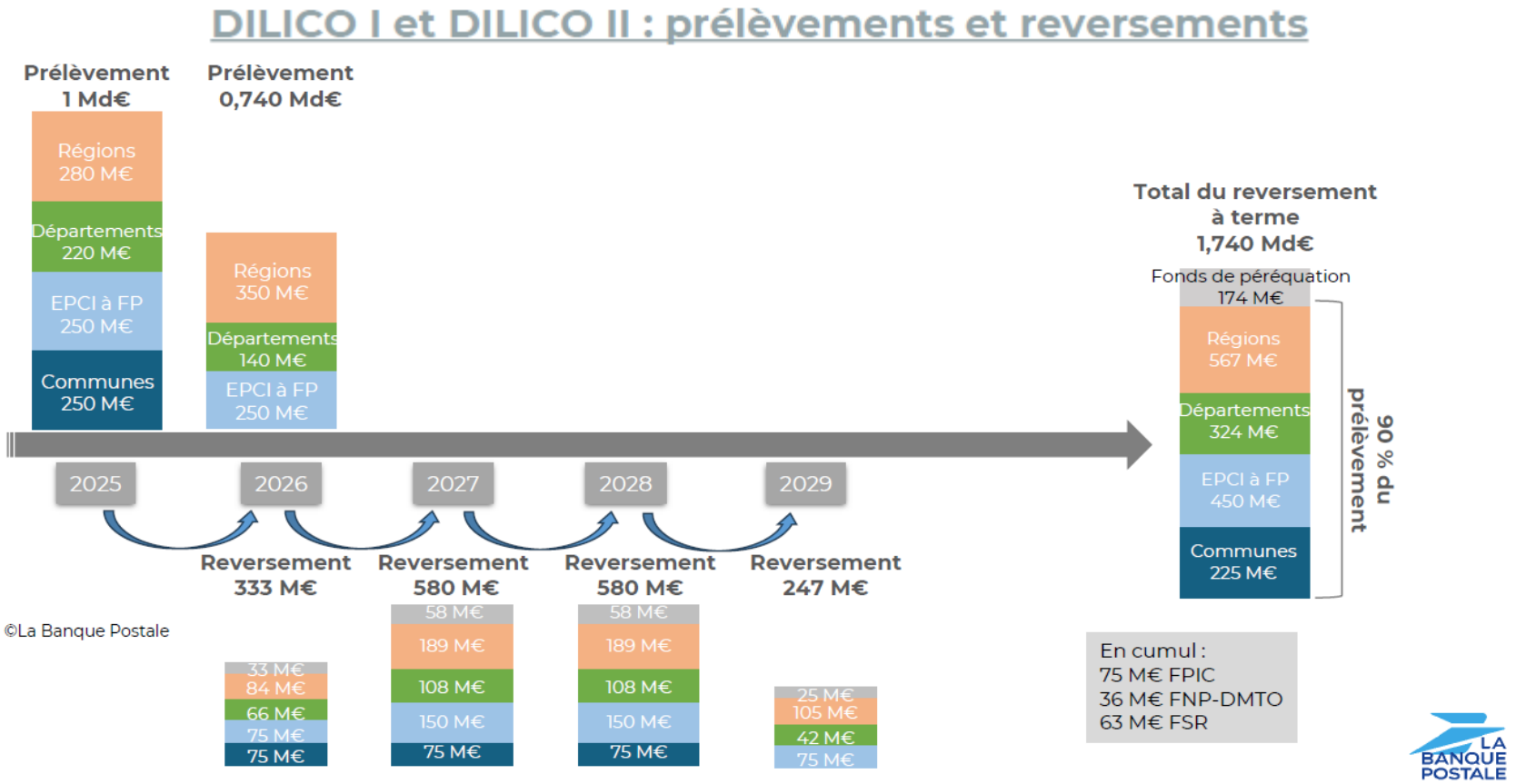
Loi de finances 2026

Dispositions concernant les dotations et la péréquation

- **Art. 129 :** Fixation pour 2026 de la DGF et des variables d'ajustement
  - Stabilité globale de la DGF
  - Baisse des variables d'ajustement de 586 M€
  - Diminution de la compensation de la réduction de moitié des bases industrielles
- **Art. 130 :** Modifications des modalités d'attribution et de versement du FCTVA
  - Le calcul du montant du FCTVA se fera désormais pour les EPCI sur la base des dépenses réalisées en n-1 et non plus l'année même
- **Art. 192 :** Répartition de la DGF et autres mesures sur le calcul des dotations



- **Art. 196 : Le « DILICO » - Renouvellement et adaptation du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales :** Ce dispositif a pour ambition de faire participer les CL à la maîtrise des comptes publics en prélevant 0,740 Md€ sur leurs ressources fiscales en 2026 qui sera ensuite reversé par tiers pendant les trois années suivantes. Le prélèvement ne peut dépasser 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.



Loi de finances 2026
Dispositions concernant la fiscalité

- **Art. 45 :** Harmonisation dès 2027 des revalorisations des valeurs locatives des locaux des entreprises
- **Art. 106 :** Report des révisions des valeurs locatives
- **Art. 108 :** Fusion des taxes sur les logements vacants
- **Art. 116 :** Fiscalité des résidences secondaires : modifications des règles de dérogation à la règle de lien
- **Art. 135 :** Modifications concernant les taxes affectées – plafonnement du produit des cotisations CNFPT

La CC ISLE DOUBLE LANDAIS

- **Rappel historique**
- **Organisation administrative**
- **Compétences**

Historique

Communauté de communes
ISLE DOUBLE LANDAIS

2014

Création de l'EPCI

2015

Fin des travaux de la CLECT

2016

Intégration AAGV et adhésion à Périgord Numérique.

2017

Reprise SPANC du SIVU Moulin-Neuf / Le Pizou

2018

Intégration de la crèche, GEMAPI et Urbanisme. Reprise de la ZA Moulin Neuf et de la ZA Le Pizou.

2019

Révision des statuts pour intégrer la piscine communautaire et première adhésion au SMOLS

2020-2021

Restitution des établissements scolaires
Révision libre des AC.
Intégration MFS

2022-2023

Intégration de la MFS dans les AC

2026

Début de la construction de la piscine intercommunale

Organisation administrative

La Communauté de Communes Isle Double Landais a été créée par un arrêté préfectoral en date du 27 mai 2013 et regroupe 9 communes : les communes d'Echourgnac, Eygurande Gardedeuilh, le Pizou, Ménesplet, Montpon-Ménestérol, Moulin Neuf, St Barthélémy de Bellegarde, St Martial d'Artenset et St Sauveur Lalande.

Cette dernière a été constituée au 1er janvier 2014 à la suite de la fusion de deux communautés de communes existantes, à savoir, la communauté de communes Basse Vallée de l'Isle et celle d'Isle et Double.

Aujourd'hui, le territoire communautaire de 235,95 km² accueille une population d'environ 12 800 habitants.

La collectivité est administrée par un conseil communautaire regroupant 28 délégués dont 7 Vice-Présidents ayant reçu chacun délégation du Président dans les différents domaines de compétences de la communauté de communes.

La communauté de communes dispose d'un effectif de 98 agents organisés par pôle selon la façon suivante :

- un pôle « ressources » administratif et financier
- un pôle enfance et jeunesse
- un pôle développement économique et tourisme
- un pôle aire d'accueil des gens du voyage
- un pôle technique
- un CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale)

Les compétences de la CC IDL

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° de II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

- Protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
- Politique du logement et du cadre de vie d'intérêt communautaire
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Création et gestion d'un espace France Services
- Politique de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse d'intérêt communautaire
- L'aménagement, le développement, l'entretien et la gestion des sites touristiques d'intérêt communautaire
- Aménagement et entretien des cours d'eau du territoire
- Assainissement : Contrôle des installations d'assainissement non collectif (SPANC)
- Aménagement numérique : aménagement numérique ainsi qu'il résulte de l'article L.1425-1 du CGCT
- Maison de santé pluridisciplinaire : Maison de santé pluridisciplinaire sur la commune de Montpon-Ménestérol
- Caserne de gendarmerie : caserne de gendarmerie à Montpon-Ménestérol dans le cadre d'une convention avec la direction générale de la gendarmerie nationale

Rétrospective budgétaire

- Evolution et répartition des recettes de fonctionnement
- Evolution et répartition des dépenses de fonctionnement
- Résultat de clôture 2025

Projection financière

- Fiscalité
- Dotations

Orientations budgétaires 2026

- Charges de personnel
- Orientations budgétaires
- Tableau des effectifs

Section de fonctionnement

BUDGET PRINCIPAL

Evolution des recettes de fonctionnement depuis 2020

Chapitre	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2024-2025	Variation 2020-2025
013	251 061	186 357	203 928	3 816	-	11 866	--	-95,27%
70	1 058 676	1 224 252	1 262 170	1 233 646	1 291 482	1 302 761	0,87%	23,06%
73	5 872 315	6 110 622	6 316 578	4 985 181	5 420 806	5 319 213	-1,87%	-9,42%
74	725 428	876 587	1 046 177	1 106 833	1 334 941	1 512 065	13,27%	108,44%
75	178 192	244 230	248 502	290 366	458 477	459 945	0,32%	158,12%
76	168 437	52 923	13 026	8 517	7 275	5 986	-17,72%	-96,45%
77	9 318	52 304	135 936	333 495	40 806	247 569	506,69%	2556,86%
042	64 613	6 475	85 142	43 922	66 161	80 734	22,03%	24,95%
TOTAL	**8 328 040**	**8 753 749**	**9 311 459**	**8 005 776**	**8 619 948**	**8 940 140**	**3,71%**	**7,35%**

- Le chapitre 013: Les remboursements des assurances et des indemnités journalières liées aux congés de maladie des agents, comptabilisés sur ce chapitre jusqu'en 2022 apparaissent au chapitre 77 en 2023, puis au chapitre 75 en 2024 suite au passage à la M57

- Au chapitre 70 : Ce chapitre regroupe les produits des services mais également le remboursement par les communes membres du personnel mis à disposition ainsi que les frais de personnel par les budgets annexes

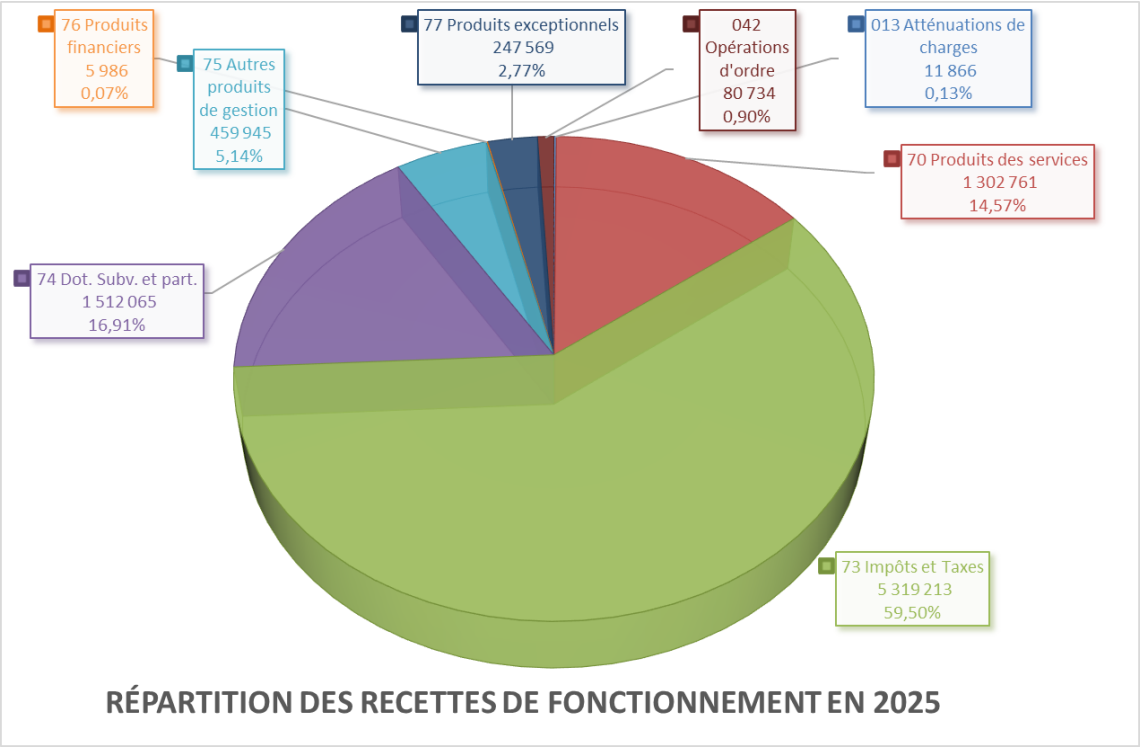
- Au chapitre 73 : La baisse observée en 2023 s'explique par le transfert sur un budget annexe de la redevance des ordures ménagères du SMD3

- Au chapitre 75 : Revenus des immeubles, reversements MSP, remboursement indemnités journalières liées aux congés de maladie des agents

- Au chapitre 76 : Remboursement intérêts emprunts transférés

Répartition des recettes de fonctionnement en 2025

La répartition des recettes de fonctionnement peut être illustrée de la façon suivante :



Chap.	Intitulé	**2025**	%
013	Atténuations de charges	11 866	0,13%
70	Produits des services	1 302 761	14,57%
73	Impôts et Taxes	5 319 213	59,50%
74	Dot. Subv. et part.	1 512 065	16,91%
75	Autres produits de gestion	459 945	5,14%
76	Produits financiers	5 986	0,07%
77	Produits exceptionnels	247 569	2,77%
042	Opérations d'ordre	80 734	0,90%
TOTAL		**8 940 140**	

Le chapitre 70 enregistre les produits des services (cantine, garderie…) mais aussi les remboursements des communes et des budgets annexes pour le personnel mis à disposition. Il est le troisième poste de recettes et représente 14,57 % des recettes totales.

Le chapitre 73 représente environ 59,50 % des recettes de fonctionnement de la collectivité; il regroupe le versement des différents impôts et taxes :

- TH, TF, TFNB, CFE
- TASCOM
- IFER
- FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources)
- FPIC (Fonds de péréquation intercommunal)
- TEOM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) pour la commune de Moulin Neuf (SMICVAL)
- Taxe de séjour
- Fractions de TVA en remplacement de la TH et de la CVAE

Le chapitre 74 regroupe les dotations de l'état, les participations de l'Etat pour le service minimum d'accueil en cas de grève dans les écoles, le remboursement des emplois d'avenir et PEC mais également les compensations de l'état pour les exonérations de TH, TF et CFE. Il est le deuxième poste de recettes et représente 16,91 % des recettes de fonctionnement.

Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2020

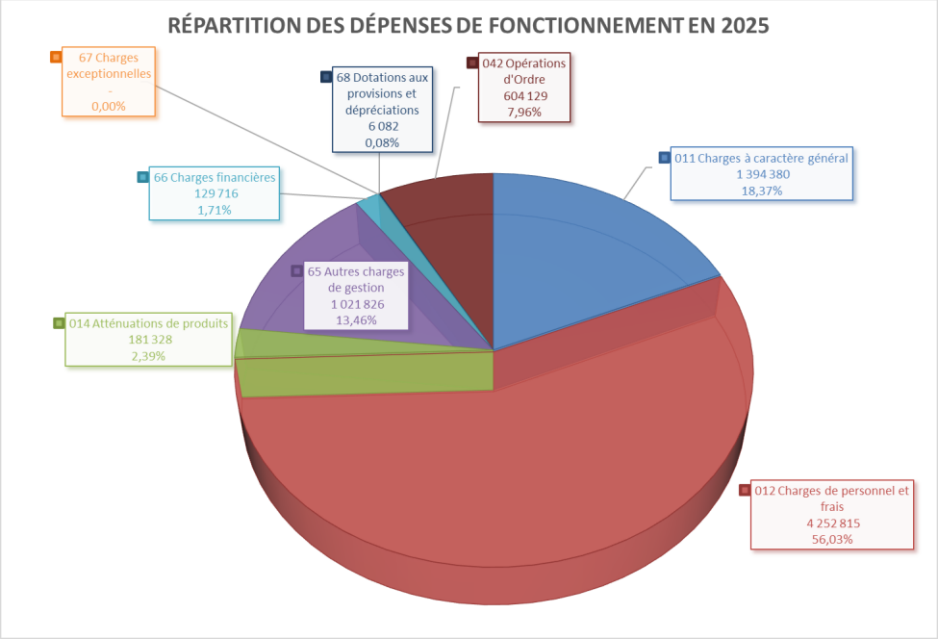
Chapitre	Intitulé	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2024/2025	Variation 2020/2025
011	Charges à caractère général	936 672	963 655	954 692	1 142 155	1 240 015	1 394 380	12,45%	48,87%
012	Charges de personnel et frais	4 066 976	3 986 807	4 073 068	4 106 924	4 078 976	4 252 815	4,26%	4,57%
014	Atténuations de produits	233 232	191 199	200 281	188 544	189 434	181 328	-4,28%	-22,25%
65	Autres charges de gestion	2 116 940	2 370 129	2 410 867	767 959	1 070 653	1 021 826	-4,56%	-51,73%
66	Charges financières	173 116	212 417	165 034	175 950	156 979	129 716	-17,37%	-25,07%
67	Charges exceptionnelles	360	554	5 554	1 000	533	-	-100,00%	-100,00%
68	Dotations aux provisions et dépréciations	-	-	-	-	8 119	6 082	-25,09%	-
042	Opérations d'Ordre	345 801	294 671	427 162	328 851	354 557	604 129	70,39%	74,70%
TOTAL		**7 873 096**	**8 019 432**	**8 236 656**	**6 711 383**	**7 099 266**	**7 590 277**	**6,92%**	**-3,59%**

- Le chapitre 011 (charges courantes) a subi une augmentation en lien avec le contexte de l'inflation. D'autre part, l'assurance du personnel de la collectivité est désormais imputée à ce chapitre (avant au chapitre 012) et a fortement augmentée en 2025
- Le chapitre 012 (charges de personnel) est stable dans sa globalité grâce à l'étude systématique des remplacements et le non-remplacement de certains départs
- Le chapitre 65 regroupe les versements aux organismes auxquels adhère la collectivité ainsi que les subventions versées aux associations et aux budgets annexes
- Le chapitre 66 représente le paiement des intérêts d'emprunts et de ligne de trésorerie
- Le chapitre 68 représente les dotations aux provisions et dépréciations, obligatoire en M57
- Le chapitre 042 inscrit les écritures d'amortissement des immobilisations et les mouvements d'ordre liés aux cessions

Répartition des dépenses de fonctionnement en 2025

La répartition des dépenses de fonctionnement peut être illustrée de la façon suivante :

Chapitre	Intitulé	2025	%
011	Charges à caractère général	1 394 380	18,37%
012	Charges de personnel et frais	4 252 815	56,03%
014	Atténuations de produits	181 328	2,39%
65	Autres charges de gestion	1 021 826	13,46%
66	Charges financières	129 716	1,71%
67	Charges exceptionnelles	-	0,00%
68	Dotations aux provisions et dépréciations	6 082	0,08%
042	Opérations d'Ordre	604 129	7,96%
TOTAL		**7 590 277**	



- Le chapitre 012 regroupe la rémunération du personnel mais également les missions temporaires, les cotisations CDG et CNFPT, la médecine du travail, le CNAS et le CDAS…
  Les charges de personnel représentent le plus gros poste de dépenses soit 56,03 % des dépenses de fonctionnement

- Le chapitre 011 regroupe quant à lui les dépenses d'eau, électricité, carburant, petit matériel, contrat de maintenance, alimentation des cantines, assurances….et représente 18,37 % des dépenses

- Le chapitre 65 qui regroupe les participations aux différents organismes représente environ 13,46 % des dépenses.
  Y figurent notamment les participations au :
  - Syndicat du Bassin de l'Isle
  - Syndicat du Pays de l'Isle (pour partie)
  - Périgord Numérique (pour partie)
  - Périgord Initiative
  - Périgord Développement
  - SMICVAL
  - Agence Technique Départementale

- Le chapitre 68 représente les dotations aux provisions et dépréciations, obligatoire en M57

Résultat de clôture 2025

BUDGET PRINCIPAL					
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultat total
F	7 590 276,85	8 940 140,16	1 349 863,31	1 028 404,10	2 378 267,41
I	2 451 567,15	2 619 021,78	167 454,63	-1 105 839,53	-938 384,90
					1 439 882,51

Restes à réaliser 2025	
D	1 183 799,48
R	830 000,00
T	**-353 799,48**

RESULTATS 2025	**1 086 083,03**

Ligne de trésorerie

La CC Isle Double Landais a fonctionné en 2025 avec une ligne de trésorerie d'un montant maximum de 800 000 € avec la Caisse d'Epargne. Aucun tirage n'a été effectué en 2025.

La ligne de trésorerie a été entièrement remboursée au 31/12/2025.

Pour l'année 2026, un nouveau contrat a été établi auprès de la Caisse d'Epargne pour un tirage maximum autorisé de 1 000 000 €.

Calcul de la CAF nette :

Année	Dépenses de fonctionnement	Atténuation de charges	Charges de fonctionnement réelles	Remboursement de la dette	Produits de fonctionnement réels	CAC	CAF Brute	CAF nette après remb. capital
2020	7 954 588	251 061	7 608 787	881 811	8 268 741	**1,03**	659 954	- **221 857**
2021	8 019 432	186 357	7 724 761	864 955	8 747 235	**0,98**	1 022 474	**157 519**
2022	8 236 656	203 928	7 809 494	852 480	9 226 317	**0,94**	1 416 823	**564 343**
2023	6 711 383	3 816	6 382 532	858 704	8 047 699	**0,90**	1 665 167	**806 463**
2024	7 099 266	0	6 744 709	824 158	8 553 787	**0,88**	1 809 079	**984 921**
2025	**7 590 277**	**11 866**	**6 986 148**	**788 011**	**8 859 406**	**0,88**	**1 873 258**	**1 085 247**

En 2020, la CAF nette de la CC IDL demeurait négative malgré une légère amélioration. Elle ne dégageait plus assez de la section de fonctionnement pour couvrir son remboursement du capital d'emprunt. Il était donc urgent qu'elle retrouve des moyens (augmentation des recettes / diminution des dépenses), et qu'elle limite son recours à l'emprunt. Avec la correction rapide apportée par les travaux de la CLECT en 2021 et une maîtrise des dépenses de fonctionnement (et notamment celles de personnel) en 2021 et 2022, la CAF nette redevient légèrement positive en 2021 et se chiffre à 564 343 € en 2022.

Depuis, la collectivité a poursuivi ses efforts et la CAF nette a poursuivi sa croissance pour atteindre 1 085 247 € en 2025.

Rigidité des charges structurelles:

CHARGES STRUCTURELLES	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2024/2025
PERSONNEL	4 066 948	3 986 807	4 073 068	4 108 875	4 078 976	4 252 815	**4,26%**
PARTICIPATIONS	1 548 262	1 647 897	1 717 180	214 124	236 692	245 568	**3,75%**
CHARGES INTERETS	254 607	212 417	165 034	175 950	156 979	129 716	**-17,37%**
PRODUITS REELS DE F	8 268 741	8 747 275	9 226 317	8 047 699	8 553 787	8 859 406	**3,57%**
RATIO	**0,71**	**0,67**	**0,65**	**0,56**	**0,52**	**0,52**	

Par ce ratio, il s'agit de mesurer la part des recettes réelles de fonctionnement mobilisée par les seules dépenses incompressibles ou tout du moins rigides que sont le personnel, la charge de la dette (dépenses obligatoires) et les contingents et participations, auxquels doit faire face la collectivité.

Le seuil d'alerte est à 1.

Capacité de désendettement

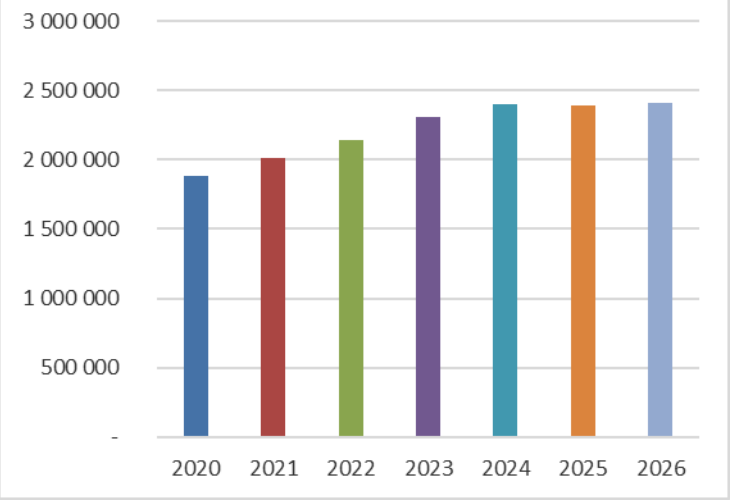
BUDGET PRINCIPAL				
Année	**Dette (CRD au 31/12/N)**	**Epargne brute**	**Capacité de désendettement**	**Observations**
2020	10 126 644	659 954	15,3	
2021	8 436 636	1 041 763	8,1	*Restitution aux communes des emprunts relatifs aux établissements scolaires*
2022	8 128 664	1 416 823	5,7	
2023	7 363 843	1 665 167	4,4	
2024	6 541 138	1 809 079	3,6	
2025	5 755 732	1 873 258	3,1	

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette. On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. Passé ce seuil, les difficultés de couverture budgétaire du remboursement de la dette se profilent en général pour les années futures. Le seuil de vigilance s'établirait à 10 ans.

Projection financière pour 2026 - FISCALITE

Ressources fiscales							
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (estimation)
Taxe d'habitation	833 715	83 373	86 734	99 548	93 536	74 955	70 754
Fraction de TVA (remplacement TH)		870 532	953 932	979 974	979 687	982 318	987 275
Taxe Foncière (bâti)	916 265	915 979	952 246	1 029 235	1 093 862	1 139 873	1 154 630
Taxe Foncière (non bâti)	137 821	142 365	146 872	128 403	163 649	120 532	121 316
GEMAPI			75 000 versés en 2024	70 000	70 000	74 000	79 000
TOTAL PRODUIT REÇU	**1 887 801**	**2 012 249**	**2 139 784**	**2 307 160**	**2 400 734**	**2 391 678**	**2 412 975**

Evolution du produit depuis 2020



A partir de 2021, les EPCI à fiscalité propre ne reçoivent plus de produit de la taxe d'habitation, hormis celle sur les résidences secondaires. Ce produit est remplacé par le versement d'une fraction de la TVA nationale.

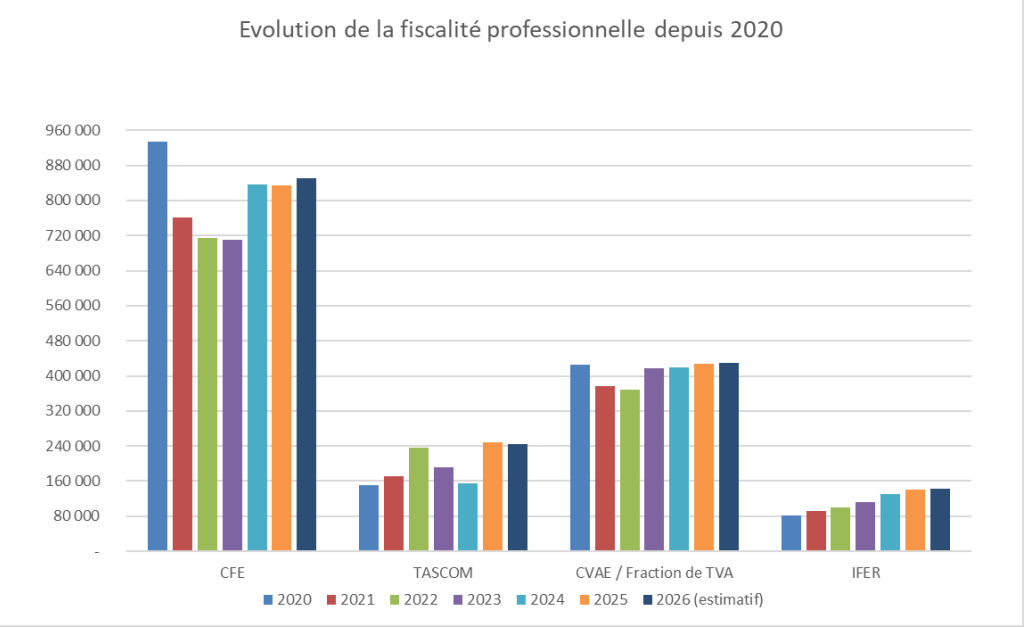
De 2014 à 2020, les taux votés par la CC IDL étaient inchangés (8,15% pour la TFB et 29,29% pour le NB). En 2021, ils connaissent une augmentation :

- Taxe foncière bâti : passage de 8,15% à 8,52%
- Taxe foncière non bâti : passage de 29,29% à 30,62%

Lors de la séance de vote du budget 2026, il sera donc proposé au conseil communautaire de maintenir les taux de 2025 qui seront notifiés dans l'état 1259 de la CC IDL.

Concernant la taxe foncière l'Insee a publié **l'IPCH définitif du mois de novembre 2025, arrêté à 0,80%**, taux prévu dans les textes pour cette revalorisation annuelle.

Ressources fiscales professionnelles														
	2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026	
	Produits	*évolution*	Produits	*évolution*	Produits	*évolution*	Produits	*évolution*	Produits	*évolution*	Produits	*évolution*	Prévision	*évolution*
CFE	934 157	-4,21%	761 906	-18,44%	714 933	-6,17%	711 079	-0,54%	836 068	17,58%	833 854	-0,26%	850 243	1,97%
TASCOM	150 938	-6,74%	170 401	12,89%	236 403	38,73%	191 084	-19,17%	155 279	-18,74%	248 655	60,13%	244 511	-1,67%
CVAE	426 426	15,03%	377 427	-11,49%	368 712	-2,31%								
Fraction de TVA (remplacement CVAE)							417 578	13,25%	419 568	0,48%	427 826	1,97%	429 686	0,43%
IFER	81 964	1,04%	92 262	12,56%	99 490	7,83%	112 450	13,03%	129 937	15,55%	140 674	8,26%	142 505	1,30%
TOTAL PRODUIT REÇU	**1 593 485**	**0,29%**	**1 401 996**	**-12,02%**	**1 419 538**	**1,25%**	**1 432 191**	**0,89%**	**1 540 852**	**7,59%**	**1 651 009**	**7,15%**	**1 666 945**	**0,97%**



Les ressources fiscales professionnelles de la collectivité regroupent :

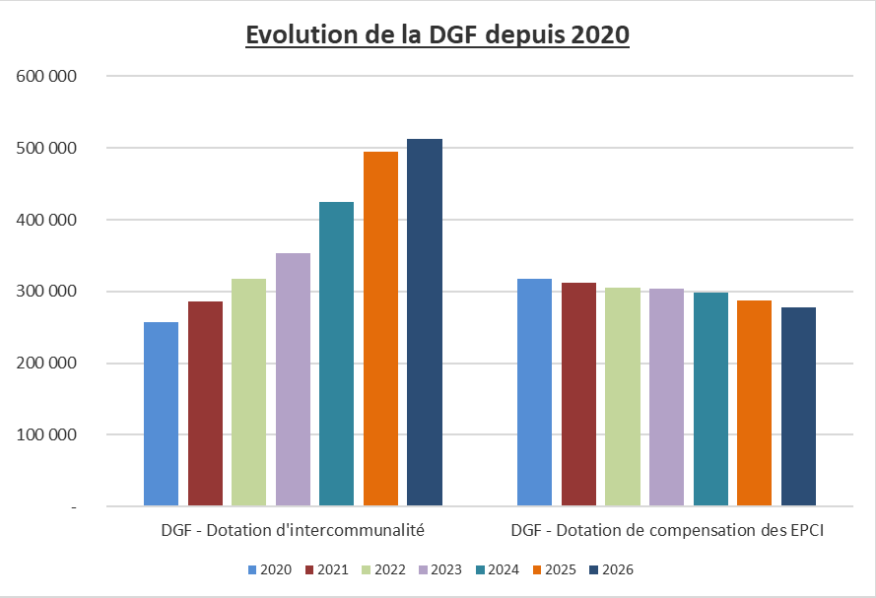
- La cotisation foncière des entreprises (CFE)
- La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : supprimée en 2023, est désormais versée sous forme de fraction de TVA
- L'impôt forfaitaire pour les entreprises de réseau (IFER)

Les produits prévisionnels sont issus de l'état 1259 reçu en mars.

Projection financière pour 2026 - DOTATIONS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
DGF - Dotation d'intercommunalité	256 739	285 308	317 197	353 371	425 186	495 486	512 005
Evolution DGF en valeur	23 655	28 569	31 889	36 174	71 815	70 300	16 519
Evolution DGF en %	10,15%	11,13%	11,18%	11,40%	20,32%	16,53%	3,33%

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
DGF - Dotation de compensation des EPCI	318 143	311 877	305 036	303 265	298 246	287 416	277 288
Evolution DGF en valeur	- 5 925	- 6 266	- 6 841	- 1 771	- 5 019	- 10 830	- 10 128
Evolution DGF en %	-1,83%	-1,97%	-2,19%	-0,58%	-1,65%	-3,63%	-3,52%



Pour rappel, la Dotation Globale de Fonctionnement des intercommunalités est composée de deux volets :

- la dotation d'intercommunalité,
- la dotation de compensation (aussi appelée dotation de péréquation).

Les charges de personnel

La CC IDL poursuit sa politique de gestion des ressources humaines, en lien avec les objectifs stratégiques fixés. Pour 2026, les objectifs poursuivis sont l'optimisation des ressources humaines, l'accompagnement des mutations organisationnelles et le développement des potentiels (par la formation et la professionnalisation des agents), et la mise en place de la politique de prévention des risques professionnels.

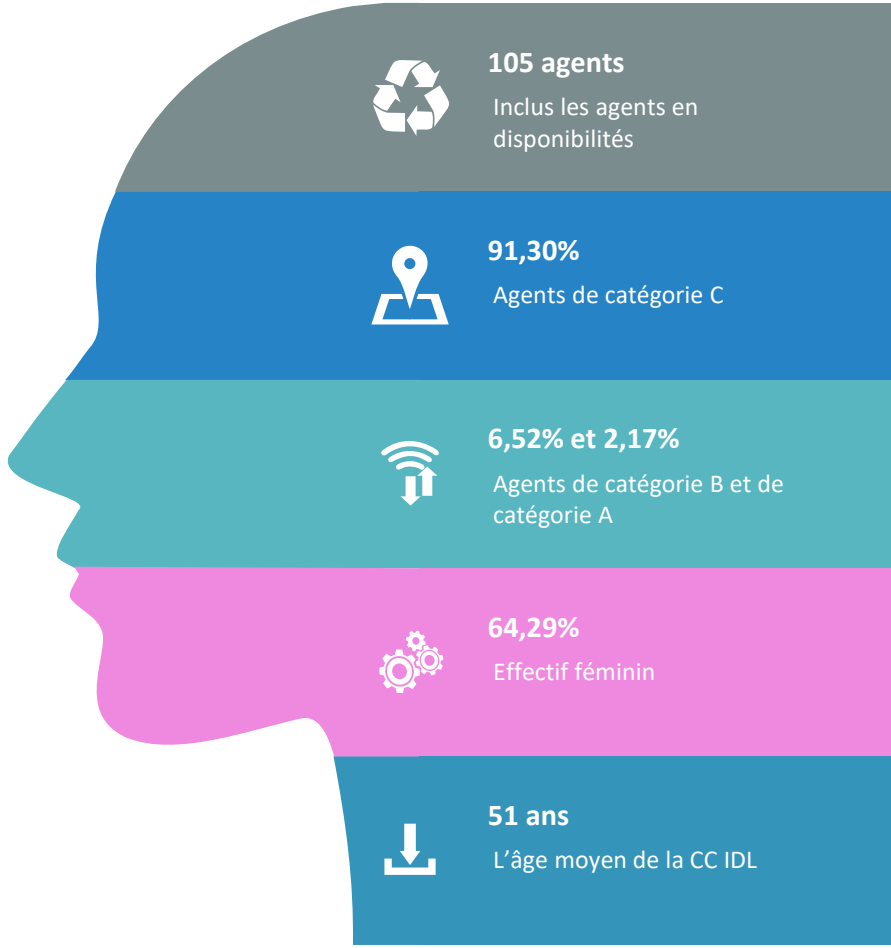
Action sociale

L'action sociale représente près de 30 000 €. Elle comprend l'adhésion au CNAS et au CDAS, qui permettent d'apporter aux agents, et à leur famille, des avantages sociaux par l'octroi de prestations diverses.

Pour 2026, le conseil communautaire a décidé que la CC IDL prendrait en charge la totalité de la cotisation annuelle (part collectivité et part agent de 26 €).

Les agents stagiaires, titulaires et contractuels de droit privé et de droit public dont la durée des contrats est égale ou supérieure à six mois bénéficieront de cette adhésion.

Les agents retraités qui le souhaitent (la part agent étant à leur charge) peuvent également adhérer, la CC IDL prenant uniquement la part collectivité à sa charge.



Gestion du temps de travail

Conformément à la délibération adoptée par le conseil Communautaire le 26 mai 2016, la durée annuelle du temps de travail dans les services intercommunaux a été fixée à 35 heures hebdomadaire + 7 heures au titre de la journée de solidarité.

Le conseil Communautaire a d'ailleurs adopté un règlement du temps de travail qui fixe les règles communes à l'ensemble des agents et services de la CC IDL dans le domaine de l'organisation du temps de travail. L'harmonisation et uniformisation des temps de travail sont en cours et font partie des priorités des lignes directrices de gestion (obligatoires depuis le 01/01/2021).

Evolution des dépenses de personnel

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des grandes masses des dépenses de personnel depuis 2020 :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026 (estimation)	Variation 2025/2026
Charges de personnel (titulaires, CDD, CDI)	3 760 497	3 665 735	3 629 033	3 480 460	3 433 124	3 506 717	3 987 200	13,70%
Missions temporaires et MAD	240 487	253 899	376 395	560 880	580 299	676 801	535 000	-20,95%
Cotisation CDG / CNFPT / FNAL	65 992	67 172	67 640	67 534	65 554	65 163	74 200	13,87%
Total	**4 066 976**	**3 986 807**	**4 073 068**	**4 108 875**	**4 078 976**	**4 248 682**	**4 596 400**	
Variation Annuelle	**-0,04%**	**-1,97%**	**2,16%**	**0,88%**	**-0,73%**	**4,16%**	**8,18%**	

- **Le taux d'absentéisme pour 2025 est de 11%.** En 2020, suite à l'épisode de la crise sanitaire, et notamment les périodes de confinement, le taux d'absentéisme diminue et passe à 11%. En 2021, il s'accroit et passe à 13% pour atteindre 18% en 2022. En 2023, il retrouve le niveau de 2021 avec un taux de 13%. En 2024, il continue de baisser avec un taux de 12%.

- Les remplacements des arrêts maladie ont été limités et examinés au cas par cas selon les critères de continuité absolue du service, de normes d'encadrement et de face à face avec les usagers. Malgré cela, le coût du remplacement reste élevé.

- Entrée en vigueur depuis le 1er mars 2025, passage du taux de remplacement à 90 % du traitement en cas de congés de maladie ordinaire de courte durée des fonctionnaires. Le décret n°2025-198 du 27/02/2025 étend aux contractuels cette mesure.

- **Décret du 30 janvier 2025 : Hausse de 12 points en 4 ans (soit 3 points chaque année sur la période 2025-2028) du taux de cotisation employeur à la CNRACL. Taux 2026 : 37,65 %**

Les mesures nationales :

- Le SMIC horaire brut est porté à 12,02 € au 1er janvier 2026;
- La poursuite des mesures statutaires et indiciaires prévues dans le cadre de la mise en œuvre du protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR);
- A ces mesures s'ajoute également le glissement vieillissement technicité (GVT) positif, qui est automatique et prévisible, car il est la conséquence d'un système de promotion sociale (avancements de grade, promotion interne, attribution de NBI, nomination suite concours, avancement d'échelon à cadence unique prévu par le statut de la fonction publique territoriale).

Les mesures locales :

- En décembre 2021, le conseil communautaire a acté la délibération permettant de supprimer 1/30 de l'IFSE (Indemnité de Fonctions, sujétions et expertises) aux agents en cas d'arrêt maladie. Cette délibération reste inchangée pour l'année 2026.

La formation :

La formation est un levier majeur de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Effectifs et des Compétences). En favorisant les montées en compétences, la CCIDL développe de la polyvalence au sein de la structure, et permet ainsi aux agents d'évoluer dans leur carrière tout en répondant aux besoins de la collectivité.

Parmi les priorités de formation proposées aux agents en 2026, les principales relèveront :

- De la professionnalisation (initiale ou continue) des fonctions exercées,
- De l'obtention du renouvellement de compétences obligatoires ou règlementaires comme la conduite d'engins ou de poids lourds, les diverses habilitations,
- De la santé et de la sécurité.

Tableau des effectifs au 01/01/2024 :

GRADE OU EMPLOI	CATEGORIE	EFFECTIF BUDGETAIRE	DUREE	EFFECTIF POURVU
SECTEUR ADMINISTRATIF				
Attaché	A	2	35	1
Rédacteur Principal 1ère classe	B	1	35	
Rédacteur Principal 2nde classe	B	2	35	1
Adjoint Adm. Principal 1ère classe	C	3	35	3
Adjoint Adm. Principal 2ème classe	C	4	35	4
SECTEUR TECHNIQUE				
Ingénieur Principal	A	1	35	1
Technicien	B	1	35	1
Agent Maîtrise Principal	C	5	35	4
Agent Maîtrise	C	3	35	3
		1	32	1
Adjoint Technique Principal 1ère classe	C	5	35	4
Adjoint Technique Principal 2ème classe	C	21	35	21
		1	30	1
		1	28	1
		1	27	1
		2	20	2
		1	10	1
Adjoint Technique	C	17	35	15
		1	31	1
		1	30	1
		2	28	2
		1	18	

SECTEUR MEDICO-SOCIAL				
Auxiliaire de Puériculture classe normale	B	1	35	1
A.S.E.M. Principal 1ère classe	C	3	35	3
SECTEUR SPORTIF				
Educateur des APS Principal 1ère classe	B	1	35	1
SECTEUR ANIMATION				
Animateur Principal 1ère classe	B	1	35	1
Adjoint Animation Principal 1ère classe	C	2	35	2
Adjoint Animation Principal 2ème classe	C	3	35	3
		1	32	1
		1	30	
		1	21	1
Adjoint Animation	C	7	35	6
		1	28	
		1	26	
		1	17,50	
SOUS-TOTAL I		**101**		**88**
EMPLOIS CONTRACTUELS				
CDI		3	35	2
CDD		5	35	5
CDD		1	28	1
SOUS-TOTAL II		**9**		**8**
TOTAL GENERAL		**110**		**96**

Tableau des effectifs au 01/01/2025 :

GRADE OU EMPLOI	CATEGORIE	EFFECTIF BUDGETAIRE	DUREE	EFFECTIF POURVU
SECTEUR ADMINISTRATIF				
Attaché	A	2	35	1
Rédacteur Principal 2ème classe	B	1	35	
Adjoint Adm. Principal 1ère classe	C	6	35	6
Adjoint Adm. Principal 2ème classe	C	1	35	1
Adjoint Admnistratif	C	1	35	1
SECTEUR TECHNIQUE				
Ingénieur Principal	A	1	35	1
Technicien	B	1	35	1
Agent Maîtrise Principal	C	5	35	4
Agent Maîtrise	C	2	35	2
		1	32	1
Adjoint Technique Principal 1ère classe	C	6	35	5
Adjoint Technique Principal 2ème classe	C	21	35	21
		1	30	1
		1	28	1
		1	27	1
		2	20	2
		1	10	1
Adjoint Technique	C	16	35	14
		1	31	1
		2	28	2
		1	18	
SECTEUR MEDICO-SOCIAL				
Auxiliaire de Puériculture classe normale	B	1	35	1
A.S.E.M. Principal 1ère classe	C	2	35	2
SECTEUR SPORTIF				
Educateur des APS Principal 1ère classe	B	1	35	1
SECTEUR ANIMATION				
Animateur Principal 1ère classe	B	1	35	1
Adjoint Animation Principal 1ère classe	C	1	35	1
		1	21	1
Adjoint Animation Principal 2ème classe	C	3	35	2
		1	32	1
		1	30	
Adjoint Animation	C	6	35	6
SOUS-TOTAL I		92		83

EMPLOIS CONTRACTUELS				
PEC		1	20	1
CDI		3	35	2
CDD		4	35	4
CDD		1	33	1
SOUS-TOTAL II		9		8

TOTAL GENERAL		101		91

Tableau des effectifs au 01/01/2026 :

GRADE OU EMPLOI	CATEGORIE	EFFECTIF BUDGETAIRE	DUREE	EFFECTIF POURVU
SECTEUR ADMINISTRATIF				
Attaché	A	1	35	1
Rédacteur	B	1	35	1
Adjoint Adm. Principal 1ère classe	C	5	35	5
Adjoint Adm. Principal 2ème classe	C	1	35	1
Adjoint Admnistratif	C	1	35	1
SECTEUR TECHNIQUE				
Ingénieur Principal	A	1	35	1
Technicien	B	2	35	2
Agent Maîtrise Principal	C	5	35	3
Agent Maîtrise	C	2	35	2
Adjoint Technique Principal 1ère classe	C	6	35	5
Adjoint Technique Principal 2ème classe	C	25	35	25
		1	28	1
		1	27	1
		2	20	2
		1	10	1
Adjoint Technique	C	17	35	16
		1	31,50	1
		1	31	1
		2	28	2
		1	18	
		1	10	1
SECTEUR MEDICO-SOCIAL				
Auxiliaire de Puériculture classe supérieure	B			
Auxiliaire de Puériculture classe normale	B	1	35	1
A.S.E.M. Principal 1ère classe	C	2	35	2
A.S.E.M. Principal 2ème classe	C			
SECTEUR SPORTIF				
Educateur des APS Principal 1ère classe	B	1	35	1
SECTEUR ANIMATION				
Animateur Principal 1ère classe	B	1	35	1
Adjoint Animation Principal 1ère classe	C	1	35	1
		1	21	1
Adjoint Animation Principal 2ème classe	C	5	35	4
		1	32	1
		1	30	
Adjoint Animation	C	6	35	6
		1	32	1
SOUS-TOTAL I		99		92
EMPLOIS CONTRACTUELS				
APPRENTI		1	35	1
PEC		1	20	1
CDI		2	35	2
CDD		2	35	2
SOUS-TOTAL II		6		6
TOTAL GENERAL		105		98

Rétrospective budgétaire

- Evolution des recettes d'investissement
- Evolution des dépenses d'investissement

Orientations budgétaires 2026

- Les restes à réaliser 2025
- Orientations budgétaires 2026

Structure et gestion de la dette

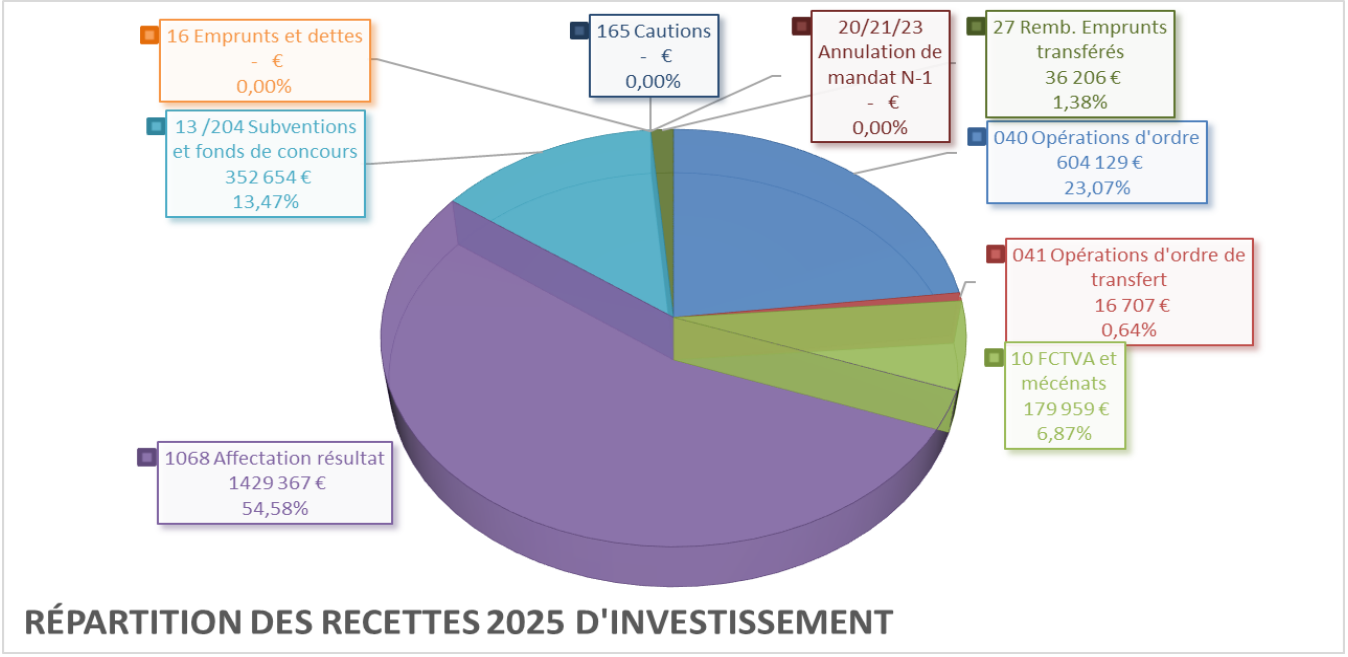
- Composantes et typologie de la dette
- Evolution du capital restant dû

Section d'investissement

BUDGET PRINCIPAL

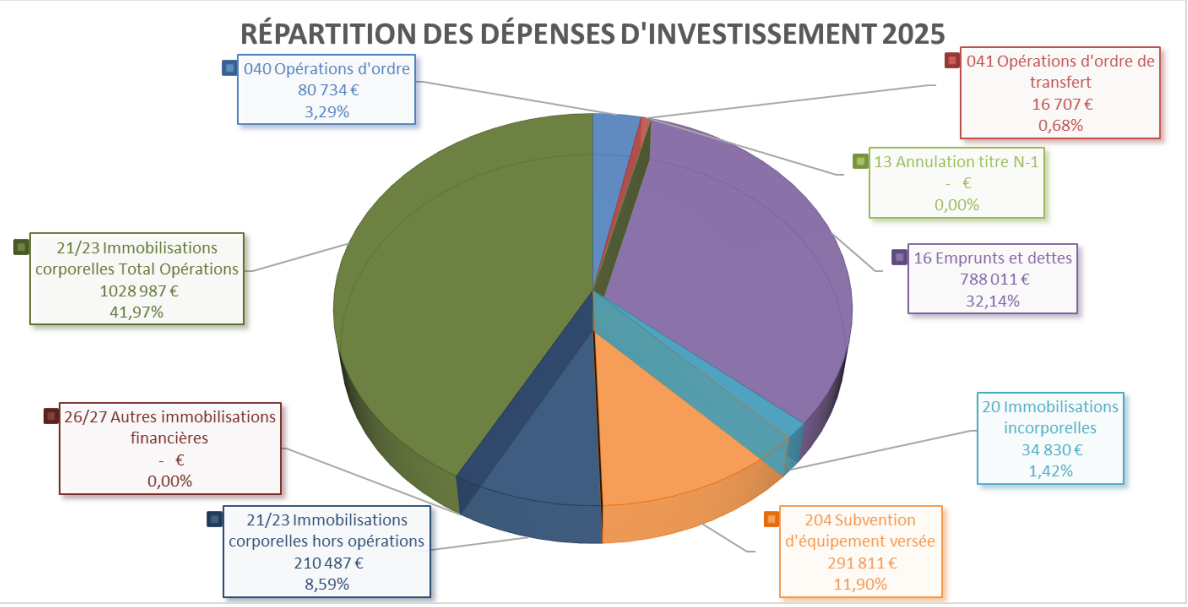
Evolution des recettes d'investissement depuis 2020

chap.	Intitulé	Réalisé 2020 sans les RAR	Réalisé 2021 sans les RAR	Réalisé 2022 sans les RAR	Réalisé 2023 sans les RAR	Réalisé 2024 sans les RAR	Réalisé 2025 sans les RAR
040	Opérations d'ordre	345 801	294 671	427 162	328 851	354 557	604 129
041	Opérations d'ordre de transfert	-	1 397 849	-	8 588	-	16 707
10	FCTVA et mécénats	332 195	146 377	230 145	303 312	139 470	179 959
1068	Affectation résultat	1 009 300	300 295	618 618	741 415	1 065 741	1 429 367
13 /204	Subventions et fonds de concours	795 985	486 327	480 398	177 825	323 435	352 654
16	Emprunts et dettes	225 000	555 000	562 000	80 006	-	-
165	Cautions	-	1 125	-	-	-	-
20/21/23	Annulation de mandat N-1	-		1 508	3 570		-
27	Remb. Emprunts transférés	139 648	135 718	49 512	33 675	34 917	36 206
TOTAL		**2 847 929**	**3 317 361**	**2 369 343**	**1 677 242**	**1 918 120**	**2 619 022**



Evolution des dépenses d'investissement depuis 2020

chap.	Intitulé	Réalisé 2020 sans les RAR	Réalisé 2021 sans les RAR	Réalisé 2022 sans les RAR	Réalisé 2023 sans les RAR	Réalisé 2024 sans les RAR	Réalisé 2025 sans les RAR
040	Opérations d'ordre	64 613	6 475	85 142	43 922	66 161	80 734
041	Opérations d'ordre de transfert	-	1 397 849	-	8 588	-	16 707
13	Annulation titre N-1	-	-	-	-	-	-
16	Emprunts et dettes	881 811	864 955	852 480	859 122	824 158	788 011
20	Immobilisations incorporelles	32 844	25 217	45 936	20 888	22 328	34 830
204	Subvention d'équipement versée	4 000	-	-	77 481	73 258	291 811
21/23	Immobilisations corporelles hors opérations	255 838	40 403	175 452	374 451	191 645	210 487
26/27	Autres immobilisations financières	171 353	19	187	12 251	1 500	-
21/23	Immobilisations corporelles Total Opérations	1 228 277	689 206	1 173 459	1 433 288	715 711	1 028 987
TOTAL		**2 638 736**	**3 024 123**	**2 332 657**	**2 829 991**	**1 894 761**	**2 451 567**



- Le chapitre 16 fait apparaître le remboursement en capital des annuités d'emprunts
- Le chapitre 20 est consacré au paiement des frais relatifs aux documents d'urbanisme comme le PLUi ou les études relatives aux projets photovoltaïques en cours sur le territoire
- Le chapitre 204 regroupe les subventions versées à Périgord numérique, au SMBI ainsi que les fonds de concours versées aux communes
- Les chapitres 21/23 hors opérations regroupent diverses acquisitions pour les écoles du territoire, les services techniques, les services administratifs, les chemins PDIR…
- Les chapitres 21/23 Total opérations regroupent les différentes opérations en cours : voirie 2025, maison de santé, piscine communautaire, réhabilitation ponts Ménesplet/Moulin Neuf et Saint Sauveur Lalande

LES RESTES A REALISER 2025

Les restes à réaliser 2025 s'élèvent à :

- En dépenses : 1 183 799,48 €
- En recettes : 830 000,00 €

❖ Les restes à réaliser Dépenses comprennent notamment les dépenses suivantes :

- Les fonds de concours à verser aux communes
- L'AMO pour la piscine
- Conception / Réalisation de la piscine
- Modifications des PLU
- La voirie 2025

❖ Les restes à réaliser Recettes sont notamment composés de:

- L'emprunt pour la piscine

DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2026

Les dépenses d'investissement pourraient être engagées à hauteur de 6 948 500 € environ traduisant les projets suivants, soumis au présent débat d'orientations budgétaires :

❖ <u>En matière d'engagements pluriannuels</u> :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) de la piscine communautaire
- Conception et réalisation de la piscine communautaire

❖ <u>En matière d'engagements annuels</u> :

- La réalisation des travaux de voirie 2026
- Les modifications des PLU des communes
- Relance du PLUi
- L'acquisition de matériel divers pour les services techniques et administratifs
- Les chemins de randonnées
- L'acquisition de matériel pour les écoles

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2026

En 2026, les recettes d'investissement regrouperont principalement :

- Les dotations aux amortissements pour 320 000 €
- L'emprunt pour la piscine à hauteur de 1 270 000 €
- Prêt relais pour le FCTVA pour 1 200 000 €
- Prêt relais pour les subventions du Département pour 1 775 000 €

Sont inscrites également les subventions attribuées pour les opérations d'équipements :

- La piscine communautaire pour 586 000€ (DETR, ANS, Montpon)

Ne sont pas inscrites les subventions suivantes :

- Subventions du département pour 1 775 000€ (prêt relais)
- Subvention Région pour 1 000 000 € (en instruction)
- Subvention FEDER pour 300 000 € (en instruction)

PREVISIONNEL INVESTISSEMENT 2026

DEPENSES	RAR 2025	2026	TOTAL	RECETTES	RAR 2025	2026	TOTAL
Emprunt en capital (1641)		800 000,00	800 000,00	Virement Section Fonctionnement (021)		1 380 000,00	1 380 000,00
				Amortissement (28...)		320 000,00	320 000,00
				FCTVA (10222) (reliquat 2025)		6 042,70	6 042,70
Caution (165)		3 000,00	3 000,00	Caution		3 000,00	3 000,00
Avance sur marchés travaux (041-2317)		25 000,00	25 000,00	Avance sur marchés travaux (041-238)		25 000,00	25 000,00
Amortissement subventions (139)		7 800,00	7 800,00	Remboursement emprunts transférés Voirie Montpon		37 543,50	37 543,50
SOUS-TOTAL 1	**-**	**835 800,00**	**835 800,00**	**SOUS-TOTAL 1**	**-**	**1 771 586,20**	**1 771 586,20**
CHAPITRE 20				**CHAPITRE 13**			
Documents d'urbanisme (PLUi) + Divers PLU + Photovoltaïque	27 600,00	*66 000,00*	93 600,00	Photovoltaïque			-
				PLU		22 560,00	22 560,00
CHAPITRE 204							
Subventions d'équipement versées - Périgord numérique - Pays Isle		*100 000,00*	100 000,00				-
Fonds de concours Le Pizou - salle des sports phase 2	100 000,00		100 000,00				-
Fonds de concours Ménesplet - Réalisation de trottoirs	94 700,00		94 700,00				-
Fonds de coucours Echourgnac - déplacement d'assiette chemins PDIPR	3 330,30		3 330,30				
Fonds de concours Montpon-Ménestérol - déplacement d'assiette chemins PDIPR	2 781,00		2 781,00				
Fonds de concours Montpon-Ménestérol - Revitalisation centre-ville	110 000,00		110 000,00				
Fonds de concours Ménesplet - sol salle des sports	42 930,00		42 930,00				
Fonds de concours Ménesplet - couverture salle des fêtes	57 070,00		57 070,00				-
Fonds de concours Moulin Neuf - aménagement rue de la République	85 000,00		85 000,00				-
Fonds de concours St Barthélémy - déplacement d'assiette chemins PDIPR		615,00	615,00				-
			-				
			-				
CHAPITRE 21							
Mobilier, Matériel et Informatique Ecoles	3 611,08	50 000,00	53 611,08				
Frais pour vente terrain			-				
Acquisition matériels techniques		70 000,00	70 000,00				
Acquisition matériels administratifs		10 000,00	10 000,00				-
Panneaux de signalisation	2 079,84	15 000,00	17 079,84				-
Achat chaudières Gendarmerie		6 500,00	6 500,00				-
Remplacement avant toit gendarmerie		24 000,00	24 000,00				
Investissement Chemins de randonnées	5 268,00	50 000,00	55 268,00				
			-				
CHAPITRE 23							
Travaux en cours		*100 000,00*	100 000,00				
CHAPITRE 27				**CHAPITRE 27**			
Caution (275)		1 500,00	1 500,00	Caution (275)		1 500,00	1 500,00
SOUS-TOTAL 2	**534 370,22**	**493 615,00**	**1 027 985,22**	**SOUS-TOTAL 2**	**-**	**24 060,00**	**24 060,00**
OP 101 - GENDARMERIE Extension	2 286,62	-	2 286,62				-
			-				
OP 156 - PISCINE	432 768,80	4 567 231,20	5 000 000,00	Subventions DETR / € / Sport / Fonds de concours Montpon (acquises)		586 000,00	586 000,00
			-	Emprunt piscine	830 000,00	1 270 000,00	2 100 000,00
			-	Prêt relais FCTVA		1 200 000,00	1 200 000,00
			-	Prêt relais subventions Département (acquises)		1 775 000,00	1 775 000,00
OP 176 - Réhabilitation pont Moulin Neuf-Ménesplet	29 321,06	130 000,00	159 321,06				-
			-				
OP 177 - Restauration de la continuité écologique de l'Isle			-				-
			-				-
OP 178 - Voirie 2025	185 052,78	*60 000,00*	245 052,78				-
			-				-
OP 179 - Voirie 2026		540 000,00	540 000,00				-
SOUS-TOTAL 3	**649 429,26**	**5 297 231,20**	**5 946 660,46**	**SOUS-TOTAL 3**	**830 000,00**	**4 831 000,00**	**5 661 000,00**
SOUS-TOTAL 1+2+3	**1 183 799,48**	**6 626 646,20**	**7 810 445,68**	**SOUS-TOTAL 1+2+3**	**830 000,00**	**6 626 646,20**	**7 456 646,20**
Report résultats antérieurs (001) provisoire si négatif		**938 384,90**	**938 384,90**	**Excédent de Fonctionnement capitalisé (1068) provisoire**		**1 292 184,38**	**1 292 184,38**
				Report résultats antérieurs (001) provisoire si positif			**-**
				Emprunt d'investissement 2026 (1641)		-	-
TOTAL GENERAL	**1 183 799,48**	**7 565 031,10**	**8 748 830,58**	**TOTAL GENERAL**	**830 000,00**	**7 918 830,58**	**8 748 830,58**

Composantes et typologie de la dette

La dette inscrite au budget principal se compose de 29 contrats répartis auprès de 6 organismes prêteurs.

Le nombre de contrats se répartit de la façon suivante :

	Nombre de Contrats	Capital d'origine emprunté par Organisme prêteur	Dette au 01/01/2026	Échéance de l'exercice 2026 (K+I)
Banque Postale	9	5 030 000	2 366 178	359 199
Caisse des Dépôts et Consignations	1	89 772	24 895	8 962
Caisse d'Epargne	10	2 779 645	1 342 028	200 481
Crédit Agricole	6	2 800 000	1 069 426	225 722
Crédit Foncier	2	1 305 196	814 810	77 901
Crédit Mutuel	1	383 240	138 396	28 894
Total		**12 387 853**	**5 755 732**	**901 160**

Pour rappel, les états de dette figurant dans les annexes des documents budgétaires des collectivités territoriales recensent l'ensemble des emprunts souscrits selon la classification dite « Gissler » des produits commercialisés par les établissements de crédit signataires de la « Charte de Bonne conduite » du 7 décembre 2009.

Elle propose de classer les produits structurés en fonction de l'indice sous-jacent servant au calcul de la formule : 1 (risque faible) à 5 (risque élevé) ainsi que la structure de la formule de calcul : A (risque faible) à E (risque élevé).

Les 29 emprunts recensés au budget principal sont tous à taux fixe et classés A1.

Deux emprunts se sont terminés en 2024.

Un nouvel emprunt de 830 000 € à été contracté fin 2025, cet emprunt d'une durée de 23 ans est avec préfinancement d'une durée de 24 mois, le remboursement du capital ne commencera que fin 2027.

- Rétrospective budgétaire
  - Résultats 2025
- Orientations budgétaires 2026
- Structure et gestion de la dette

BUDGETS ANNEXES

REOMi - Ordures Ménagères

Ce budget annexe a été crée au 1er janvier 2023 suite à la mise en œuvre sur le département de la Dordogne de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative.

Il a pour objet la comptabilisation des rôles de facturations qui seront émis par le SMD3 et le reversement par la CC IDL du produit collecté.

Résultat 2025

REOMI					
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	1 656 080,35	1 795 464,91	139 384,56	396 383,68	535 768,24
I	-	-	-	-	-
					535 768,24

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	-
T	-

RESULTATS 2025	535 768,24

Lotissement à St-Barthélémy de Bellegarde

Ce lotissement a été crée en 2011 et comporte 12 lots à usage unique d'habitation, pour une surface totale de 22 651 m². Les surfaces des lots vont de 1 601m² pour le plus petit à 2 074 m² pour le plus grand.

Ce budget annexe n'inscrit pas de dette.

Résultat 2025

LOTISSEMENT SAINT-BARTHELEMY-DE-BELLEGARDE

	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	0,00	0,00	0,00	-39 095,42	-39 095,42
I	0,00	0,00	0,00	-224 530,25	-224 530,25
					-263 625,67

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	-
T	-

RESULTATS 2025	**-263 625,67**

Orientations budgétaires 2026

- Vendre les lots restants et renforcer la communication autour de la vente de ces terrains

Centres de loisirs (Montpon et Moulin-Neuf)

Résultat 2025

CENTRES DE LOISIRS							
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultat total	dont subvention d'équilibre	sans subvention d'équilibre
F	451 717,38	485 444,71	33 727,33	30 706,69	64 434,02	-300 000,00	-235 565,98
I	7 268,41	5 284,89	-1 983,52	-725,15	-2 708,67	0,00	-2 708,67
					61 725,35	**-300 000,00**	**-238 274,65**

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	-
T	-

RESULTATS 2025	**61 725,35**

Orientations budgétaires 2026

- Les charges à caractère général (011) restent stables pour la somme de 120 000 € environ
- Les charges de personnel (012) représenteront environ 380 000 €

Structure et gestion de la dette

- En 2026, ce budget n'affiche plus de dette. La dernière échéance d'emprunt a été remboursée en 2025

SPANC (Service public d'assainissement non collectif)

Résultat 2025

SPANC					
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	2 449,50	-	- 2 449,50	2 480,10	30,60
I	-	-	-	5 625,69	5 625,69
					5 656,29

Restes à réaliser 2025	
D	
R	
T	-

RESULTATS 2025	5 656,29

Structure et gestion de la dette

- Ce budget n'inscrit aucune dette

Orientations budgétaires 2026

- Une délégation de service public (DSP) ayant été mise en place à partir du 1er janvier 2019, ce budget annexe ne comptabilise que peu d'écritures, si ce n'est le paiement de la mission d'accompagnement au contrôle de la DSP

- La DSP devant être renouvelée au 1er janvier 2027, le 011 s'élèvera cette année à environ 10 000 € et nécessitera une subvention d'équilibre exceptionnelle du budget principal

Multiple rural de St-Barthélémy de Bellegarde

Résultat 2025

MULTIPLE RURAL SAINT-BARTHELEMY					
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	26 582,38	20 118,20	-6 464,18	5 898,52	-565,66
I	13 894,65	18 939,11	5 044,46	23 230,46	28 274,92
					27 709,26

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	-
T	-

RESULTATS 2025	**27 709,26**

Structure et gestion de la dette

- En 2026, ce budget n'affiche plus de dette. La dernière échéance du prêt a été remboursée en 2025

Orientations budgétaires 2026

- Les charges à caractère général (011) englobent une prévision pour les fluides et d'éventuelles réparations pour la somme de 3 000 € environ

- Ce budget ne présente pas de charges de personnel

- Les recettes proviennent des loyers perçus (environ 15 000 €)

- Une subvention du budget principal ne devrait pas être nécessaire en 2026

Zones d'activités

Ce budget regroupe la comptabilité de la zone d'activité Bernard Moulinet et son extension à Montpon-Ménestérol ainsi que les zones industrielles et artisanales des communes de Ménesplet, Le Pizou et de Moulin Neuf.

Résultat 2025

ZONES D'ACTIVITES					
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	17 879,28	25 063,36	7 184,08	1 713 646,65	1 720 830,73
I	38 161,04	11 248,91	-26 912,13	-2 411 797,10	-2 438 709,23
					-717 878,50

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	-
T	-

RESULTATS 2025	-717 878,50

Structure et gestion de la dette

- La dette inscrite à ce budget se compose d'un contrat à long terme de 358 400 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne pour une durée de 15 ans. Il s'éteindra en 2033. Sa classification « Gissler » est A1

- Le CRD au 01/01/2026 est de 189 917,73 €

Orientations budgétaires 2026

- Vendre les terrains restants

- Acquérir du foncier en prévision de futures demandes par des entreprises

Résultat 2025

REGIE TRANSPORT SCOLAIRE

	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultats total
F	35 191,96	41 768,43	6 576,47	-68 365,47	-61 789,00
I	0,00	36,49	36,49	112 608,11	112 644,60
					50 855,60

Restes à réaliser 2025	
D	
R	
T	-

RESULTATS 2025	**50 855,60**

Structure et gestion de la dette

- En 2026, ce budget n'affiche plus de dette. La dernière échéance du prêt a été remboursée en 2021

Orientations budgétaires 2026

- Depuis la rentrée scolaire 2025-2026, un seul circuit (au lieu de 2) reste sur ce budget
- Les charges à caractère général (011) englobent l'entretien du bus, le carburant et le ticket unique pour la somme de 23 500 € environ
- Les charges de personnel (012) représenteront environ 12 000 €. Il s'agit du temps de conduite des chauffeurs aller-retour ainsi que 1h d'entretien par jour
- Les principales recettes proviennent de la participation aux dépenses du Conseil Régional prévue pour 20 000 € environ

Aire d'Accueil des Gens du Voyage

Résultat 2025

A A G V						
	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultat total	dont subvention d'équilibre	sans subvention d'équilibre
F	49 065,61	131 302,27	82 236,66	2 392,07	84 628,73	-90 000,00	-5 371,27
I	47 115,60	125 018,63	77 903,03	- 116 455,93	-38 552,90	0,00	-38 552,90
					46 075,83	**-90 000,00**	**-43 924,17**

Restes à réaliser 2025	
D	-
R	
T	-

RESULTATS 2025	**46 075,83**

Structure et gestion de la dette

➢ La dette inscrite à ce budget se compose d'un contrat à long terme de 392 718,95 € (capital restant dû au moment du transfert) souscrit auprès de la Caisse des dépôts et Consignations pour une durée de 12 ans. Il s'éteindra en 2027. Sa classification « Gissler » est A1
Le CRD au 01/01/2026 est de 71 967,22 €

➢ Un second emprunt a été souscrit en 2020 pour financer les travaux nécessaires à la réhabilitation de l'aire suite aux dégradations de 45 000 € pour une durée 8 ans
Le CRD au 01/01/2026 est de 17 280,74 €

Orientations budgétaires 2026

➢ Les charges à caractère général (011) restent stables pour la somme de 120 000 € environ

➢ Les charges de personnel (012) représenteront environ 380 000 €

Résultat 2025

CRECHE DE MONTPON MENESTEROL

	Dépenses	Recettes	Résultats de l'exercice	Résultats antérieurs 2024	Résultat total	dont subvention d'équilibre	sans subvention d'équilibre
F	372 191,86	366 035,45	-6 156,41	35 924,11	29 767,70	-110 000,00	-80 232,30
I	4 482,97	9 311,94	4 828,97	-2 943,73	1 885,24	0,00	1 885,24
					31 652,94	**-110 000,00**	**-78 347,06**

Restes à réaliser 2025	
D	4 896,90
R	-
T	**-4 896,90**

RESULTATS 2025	**26 756,04**

Structure et gestion de la dette

- Ce budget n'inscrit aucune dette

Orientations budgétaires 2026

- Il est prévu environ 38 000 € au chapitre 011 (charges à caractère général) et 350 000 € au chapitre 012 (personnel)

- Les aides de la CAF et de la MSA sont estimées à 200 000 €, les participations des familles à 50 000 €. Il sera donc nécessaire de prévoir une subvention d'équilibre du budget principal